



# NOTE DE RECHERCHE



Bogotá, Colombie Source: Banque mondiale

## Partenariats de développement avec les pays à revenu intermédiaire

Auteurs : Syed Sajjadur Rahman et Stephen Baranyi

Bien que les pays en développement comprennent désormais plus de pays à revenu intermédiaire (PRI) que de pays à faible revenu (PFR), 62% de la population mondiale vivant en situation de pauvreté se trouve dans des PRI. Ce document propose un cadre pour l'établissement de partenariats entre les pays donateurs et les PRI en vue d'un développement durable et inclusif tenant compte des contextes propres aux pays.

### ENJEUX

Actuellement, l'aide internationale au développement est offerte dans un contexte complètement différent de celui dont elle est issue, soit la période suivant la Deuxième Guerre mondiale.

- Il y a maintenant plus de PRI (111) que de PFR (34) dans les pays en développement.
- Malgré leur richesse, des PRI comme l'Irak et la Syrie font partie du nombre croissant d'Etats fragiles et touchés par des conflits.
- Il y a beaucoup de nouveaux acteurs dans le domaine du développement, notamment des entreprises, des coalitions mondiales, des organismes philanthropiques de pays en développement, des donateurs arabes et d'autres nouveaux donateurs, et des organisations autochtones bien établies. Cela doit amener les donateurs traditionnels à revoir leur approche.
- La plupart des PRI bénéficient d'un meilleur accès aux sources de financement, qui sont aussi plus nombreuses pour eux. Certains émettent des obligations sur les marchés internationaux. De nombreux mécanismes de financement novateurs sont également apparus.

### PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Il y a un plus grand nombre de pays à revenu intermédiaire (PRI) que de pays à faible revenu (PFR). De nombreux PRI présentent un taux de pauvreté important et sont fragiles.
- Le fonctionnement du programme d'APD devrait être revu pour tenir compte du contexte actuel, dans lequel les PRI sont dominants les donateurs traditionnels doivent passer de leur rôle de fournisseurs d'aide à celui de véritables partenaires de développement. Cela nécessite une stratégie pangouvernementale mettant l'accent sur des programmes fondés sur les connaissances.
- De nombreux PRI fragiles continuent d'avoir besoin d'aide humanitaire, en plus de l'appui spécialisé qu'ils reçoivent présentement pour le renforcement de capacités, et de dialogue en matière de politiques.

Comme le montrent les objectifs de développement durable (ODD), la communauté internationale du développement est toujours aux prises avec les défis fondamentaux que sont la croissance économique, l'inclusion sociale, la paix et la durabilité de l'environnement.

L'importance que les donateurs traditionnels accordent à la réduction ciblée de la pauvreté, qui se traduit par l'adaptation des mécanismes des programmes des PFR, rend les programmes non pertinents dans les PRI. Bien que certaines stratégies des donateurs tiennent compte de la nouvelle situation des PRI, leurs programmes d'aide conviennent toujours mieux aux PFR.

Ce document propose un cadre tenant compte de la diversité des situations de développement et présentant des approches judicieuses en matière de coopération au développement. Il faut non seulement que les donateurs adaptent leur aide au contexte changeant, mais aussi que les PRI trouvent la combinaison qui leur convient, en bénéficiant à la fois de l'aide publique au développement (APD) et d'autres formes de coopération, pour réaliser leurs priorités stratégiques.

Le revenu est utilisé ici comme une mesure de la capacité économique. Cependant, il ne s'agit pas de la seule mesure du développement. Comme l'illustrent les exemples du Bangladesh et de la Colombie, de nombreux autres facteurs, par exemple la fragilité, les inégalités, la gouvernance, la reddition de comptes et la croissance durable, ont une incidence sur la capacité d'un pays d'éliminer la pauvreté. Un véritable programme de partenariat en matière de développement exige une compréhension approfondie du pays partenaire.

Ce document est fondé sur de travaux de recherche étendus menés par Syed Sajjadur Rahman et Stephen Baranyi, chercheurs de l'Université d'Ottawa, ainsi que sur deux études de cas portant sur de nouveaux partenariats de développement en Colombie et au Bangladesh.

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

### Les pays en développement n'ont jamais été autant hétérogènes et comprennent désormais plus de PRI que de PFR

En 1990, 93% des personnes en situation de pauvreté vivaient dans des PFR. Aujourd'hui, 62% de ces personnes vivent dans des PRI. La population urbaine s'élève à 3,9 milliards d'habitants, et de ce nombre, un milliard vivent dans des bidonvilles; chaque année, ce milliard augmente de 25 millions. Malgré ces difficultés, bon nombre de ces PRI ont réussi à prendre les rênes de leurs processus de développement grâce à des capacités économiques accrues.

### La structure de l'APD doit être revue pour tenir compte de la situation de développement des pays (voir la matrice des partenariats de développement ci-dessous)

Il n'y a pas consensus sur la question de savoir si l'aide doit être fournie aux personnes pauvres ou aux pays pauvres, ou s'il faut une combinaison des deux. Plusieurs autres facteurs peuvent être plus importants: par exemple, il est possible que ce soit les niveaux de fragilité et les possibilités d'un pays, et non ses revenus, qui en fassent un pays nécessitant de l'aide.

- Différents partenariats de développement sont déjà mis en place entre les PRI, les donateurs traditionnels et d'autres acteurs. Les partenariats se divisent en deux catégories: 1) aide au développement national; 2) investissement conjoint dans les biens publics mondiaux.

Les mécanismes de coopération au développement favorisés pour les PFR ne conviennent pas aux PRI. La réduction de la pauvreté dans les PRI ne dépendra pas principalement de l'aide, mais plutôt du soutien consacré au renforcement des capacités et à l'intégration au système commercial, à l'investissement et aux autres biens publics mondiaux, comme l'adaptation au changement climatique. Les donateurs doivent adopter une approche pangouvernementale ancrée dans une offre de produits et services axés sur l'expertise et le savoir.

### Matrice des partenariats de développement

Statut du pays	Besoins en matière de développement	Possibilités de partenariat	Mécanisme de financement	Sources de financement externe
Fragile	Humanitaires Besoins fondamentaux Gouvernance	Secours d'urgence Renforcement des capacités	Subventions	Agences publiques d'aide ONG ONGI
À faible revenu	Besoins fondamentaux Gouvernance	Réduction de la pauvreté Renforcement des capacités Infrastructure	Subventions	Agences publiques d'aide ONG ONGI
À revenu intermédiaire (tranche inférieure)	Besoins fondamentaux (de manière sélective) Gouvernance Croissance économique	Renforcement des capacités Développement du secteur privé (cadre propice, appui aux entreprises, infrastructure) Mesures ciblées de réduction de la pauvreté	Prêts à taux réduits/avantageux Fonds commerciaux Subventions réduites	Institutions financières de développement Fonds commerciaux Agences publiques d'aide
À revenu intermédiaire	Croissance économique Redistribution fiscale Gouvernance	Appui aux entreprises Développement des politiques Renforcement des capacités	Prêts à taux réduits/avantageux Fonds commerciaux	Institutions financières de développement Fonds commerciaux Assistance technique remboursable
À revenu intermédiaire (tranche supérieure)	Mise en œuvre des politiques	Dialogues Commerce et investissement	Commercial	Commerciales

Les donateurs peuvent désormais travailler avec de nombreux nouveaux partenaires de développement et former de nouvelles coalitions. La question est de savoir s'ils deviendront facilitateurs ou acteurs de premier plan. Les mécanismes de financement novateurs seront de plus en plus importants, tout comme la recherche de causes auxquelles travailler avec d'autres groupes de donateurs. Les pays donateurs peuvent utiliser leur crédibilité et leur capacité de garantie souveraine pour faciliter (diriger) la conception et la mise en œuvre d'un programme de développement regroupant de nombreux partenaires, notamment des organismes multilatéraux, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Par exemple, une institution financière de développement (IFD) pourrait devenir le souscripteur d'un accord de financement mixte. Les PRI sont également devenus des acteurs importants dans le domaine en expansion de la coopération Sud-Sud (CSS). Grâce à la coopération triangulaire, les partenaires du Nord peuvent fournir du financement ou d'autres formes de soutien à la CSS, comme l'a fait le Canada pour la formation linguistique des fonctionnaires d'Asie du Sud-Est à Singapour et pour la coopération brésilienne en matière de santé à Haïti.

Les PRI fragiles et touchés par des conflits comme la Colombie ont besoin d'aide humanitaire; ils ont également besoin de soutien dans des domaines comme la gouvernance inclusive et la consolidation de la paix.

## ÉTUDES DE CAS

### Bangladesh: Passage à un statut de PRI

#### Contexte

- En 2014, le Bangladesh est devenu pays à revenu intermédiaire (PRI), tranche inférieure (revenu par habitant de 2018 : 1 698 \$ US).
- Actuellement, 16,2 millions de personnes vivent dans une situation d'extrême pauvreté (par rapport à 22 millions en 2015).
- On devrait atteindre l'ODD 1 d'ici 2030.

#### Besoins en matière de développement

- Accélérer la croissance économique: remonter la chaîne de valeur et améliorer les infrastructures, tout spécialement dans le domaine de l'énergie.
- Favoriser l'inclusion sociale: offrir des services sociaux de base aux personnes défavorisées grâce à la répartition des dividendes de la croissance économique, et bonifier l'aide sociale.
- Gouvernance stable: gouvernance responsable favorable à la cause des personnes pauvres.
- Atténuation des changements climatiques et adaptation à ceux-ci: la « glocalisation », qui consiste à trouver des solutions locales aux problèmes mondiaux.

#### Partenariats de développement possibles

- Construction d'infrastructures (PPP, financement mixte).
- Développement du secteur privé (IFD).
- Élaboration de politiques de réaffectation (pratiques exemplaires).
- Soutien des initiatives mondiales en matière de changement climatique (glocalisation).
- Efforts pangouvernementaux, comme les partenariats en développement (et non l'aide), le commerce, l'investissement et la diplomatie.

### Colombie: Consolidation de la paix dans un PRI

#### Contexte

- La Colombie est un PRI depuis une génération (revenu par habitant de 2018: 6 668 \$ US).
- Bien que les taux de pauvreté aient diminué au cours des dernières décennies, 23 millions de personnes se trouvent en situation de pauvreté, et 6 millions vivent en situation d'extrême pauvreté.

#### Besoins en matière de développement

- Consolidation de la paix : mettre en œuvre les accords de paix de 2016 et permettre aux zones rurales touchées par des conflits de bénéficier également des avantages liés à la paix, la justice et au développement.
- Réduction des inégalités et promotion de l'inclusion sociale : mise en œuvre de mesures allant de la réforme fiscale progressive à la réduction ciblée de la pauvreté.
- Croissance verte : lier les industries extractives à la protection et au renouvellement de l'environnement

#### Partenariats de développement possibles

- Mettre en œuvre les principales dispositions des accords de paix, dans des domaines comme la justice transitionnelle et le développement territorial (soutien financier et technique).
- Dialogue sur les politiques et d'autres formes de soutien pour la mobilisation des ressources nationales, la réduction de la pauvreté et l'égalité des sexes (échange de pratiques exemplaires).
- Croissance verte et respectueuse des droits, notamment dans le secteur du pétrole, du gaz et des minéraux (soutien technique et financier et échange de pratiques exemplaires).
- Participation à la coopération triangulaire dans des contextes de pays tiers.

## RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES

Compte tenu de la capacité économique accrue, des besoins et des partenariats de développement possibles dans les PRI, les donateurs traditionnels doivent se rééquiper pour être des partenaires de développement efficaces pour les PRI. Stratégies possibles:

### Établir des relations pangouvernementales

Pour chaque pays, le développement, le commerce, l'investissement et la diplomatie devraient être intégrés à une seule stratégie bilatérale. Le plan doit en être un de partenariat, et non d'aide, et doit donner les rênes au PRI.

### Investir dans des programmes bilatéraux et mondiaux de choix

Les mécanismes bilatéraux pourraient inclure la création de partenariats public-privé et l'utilisation du commerce pour améliorer les chaînes de l'offre et de la demande. Hormis un appui aux crises humanitaires, les donateurs devraient limiter leur contribution aux programmes de prestation de services sociaux (santé et éducation). Le financement de services sociaux essentiels dispense les gouvernements des PRI de leur responsabilité de prendre soin de leurs propres citoyens.

Le soutien accordé pour les biens publics mondiaux pourrait inclure des investissements qui visent l'atteinte d'objectifs, comme ceux liés aux changements climatiques, et qui ont pour objet de créer des environnements favorables au commerce et aux investissements internationaux. Les partenariats avec les PRI doivent être établis sur la base de produits et services axés sur le savoir, pour lesquels le pays donateur possède un avantage comparatif et pour lesquels existe une demande évidente dans les PRI — par exemple, la promotion de l'égalité des genres par le Canada.

Les programmes fondés sur les connaissances nécessitent de passer d'un plan de prestation de services à un partenariat d'échange de pratiques où les besoins en matière de connaissances sont propres à chaque pays. Par exemple, il pourrait s'agir de discuter de pratiques à caractère redistributif exemplaires afin de réduire l'inégalité d'accès aux services sociaux (par exemple, la mise en place de régimes fiscaux progressifs, d'institutions pour soutenir les PME ou des formules de calcul du prix de l'énergie et des incitatifs à l'énergie propre).

### Utiliser les bons instruments de financement

Les subventions aux PRI devraient diminuer progressivement pour être remplacées par des financements assortis de conditions libérables et mixtes. Les institutions de financement du développement deviendront importantes, voire prédominantes en terme de participation au capital social et d'octroi de fonds pour des périodes données.

L'élément le plus important ici serait de reconnaître que les PRI ont vraiment pris les rênes de leurs processus de développement. La transition des subventions aux prêts se fait facilement grâce à la (re-) création d'un guichet de prêts à des conditions avantageuses ou normales. La plupart des institutions financières internationales et des pays du Nord proposent les deux modes de financement.

### Travailler dans de nouvelles coalitions de développement

On a la possibilité d'établir des partenariats avec des coalitions d'organisations des PRI. Dans les PRI, le plaidoyer de la société civile peut mener à des avancées concrètes s'il est fondé sur des données probantes et s'il contribue à l'action concertée visant à convertir les demandes légitimes des citoyens en politiques bien pensées et renforcées par une responsabilité partagée. Trouver des moyens de travailler avec de nouveaux groupes de donateurs peut être ardu, mais prometteur.

### Références:

Garcia, J. 2018. « Colombia as an MIC: New Development Partnerships and Managing Hybridity. » *Revue canadienne d'études du développement*, 39 (2). <http://www.tandfonline.com/eprint/KuZB4neJlytKHeECnAvt/full>

Munro, L. 2018. « Strategies to Shape the International Order: Exit, Voice and Innovation versus Expulsion, Maintenance and Absorption. » *Revue canadienne d'études du développement*, 39 (2). <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/02255189.2017.1394273>

Ce document a été rédigé par Rahman S.S. et Baranyi, S. Il s'appuie sur les principales conclusions des articles de la revue :

Rahman, S.S. et Baranyi, S. 2018. « Beyond Binaries: Constructing New Development Partnerships with Middle-income Countries. » *Revue canadienne d'études du développement*, 39 (2). <https://www.tandfonline.com/eprint/iv3B3tMBGEDGVYflxqGi/full>

Rahman, S.S. et Mujeri M. 2018. « Development Partnerships in Middle Income Countries (MICs) in Transition: A Case Study of Bangladesh. » *Revue canadienne d'études du développement*, 39 (2). <https://www.tandfonline.com/eprint/aQJWJBMqj2jz2TbIsPXU/full>

### Citation:

Rahman, S.S. et Baranyi, S., 2019. « Development Partnerships with Middle-Income Countries (MICs). » Série de documents d'orientation de CJDS. *Revue canadienne d'études du développement*, Canada.

*La présente note de recherche a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et de l'Association canadienne d'études du développement international. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon les politiques ou la position officielle d'Affaires mondiales Canada. L'exactitude de l'information et des commentaires engageant uniquement la responsabilité des auteurs. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de recherche peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.*

## NOS PARTENAIRES



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada